

DEPARTEMENT
DE
MEURTHE-ET-
MOSELLE

Commune d ' A T T O N

PROCES - V E R B A L
D E S
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 7 avril 2025
à 20 heures 00

NOMBRE

Conseillers en exercice 15
Présents : 12
Votants : 15

L'an deux mille vingt-cinq, le sept avril, le Conseil Municipal de la Commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame Marlène CURINA-PRILLIEUX, Maire

Etaient présents : Mmes Pascale FABBRI, Bernadette LEJEAU, Elodie DORGET, Edith MARCHAL, Mickaëlle HOUEIX et Catherine PELLEZ, et Mrs Alain PARMENTELAT, Marcel PINTO, Sébastien BOYER, Ludovic BOFFIN et José PETTA

Etaient excusés : Mmes Nathalie PAUCET et Michèle PETITJEAN et Mr Frédéric RICHARD-MAUPILLIER

Procurations : Mme Nathalie PAUCET à Sébastien BOYER, Michèle PETITJEAN à Pascale FABBRI et Frédéric RICHARD-MAUPILLIER à Marlène CURINA-PRILLIEUX

Date de convocation : 22/03/2025

Date d'affichage et de transmission à la Préfecture : 9/04/2025

OBJET N° 12 : FISCALITE LOCALE :

Application de la fongibilité des crédits suite au passage à la nomenclature M57

Un scrutin a eu lieu, Sébastien BOYER a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire

Madame le Maire rappelle l'obligation de renouveler chaque année la délibération prise en 2024, sur l'application de la fongibilité des crédits, suite au passage à la nomenclature M57, et expose ce qui suit :

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT).

Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Ceci étant exposé, le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité des voix,

DECIDE :

D'autoriser Madame le Maire à procéder, à compter du 1er janvier 2025, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Le Maire,
Marlène CURINA-PRILLIEUX

